

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application  
de l'article R.122-3 du Code de l'environnement**

**Société SAS CONCERTO DEVELOPPEMENT à Connantre  
Projet de création d'une plateforme logistique**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, présentée par la société SAS CONCERTO DEVELOPPEMENT, reçue le 21 septembre 2021 relative au projet de création d'une plateforme logistique à Connantre.

Considérant les caractéristiques du projet :

- qui relève de la rubrique n° 1 de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement : « installations classées pour la protection de l'environnement » (ICPE) ;
- qui relève de la rubrique n° 39.a de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement : « travaux et constructions qui créent une surface de plancher supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> » ;
- qui consiste en la création d'une surface bâtie par la création de 6 cellules de stockage.

Considérant la localisation du projet :

- dans les zones UB (zone urbaine mixte avec habitat individuel et collectif, activités commerciales, artisanales et agricoles, et les équipements publics) et UY (zone réservée aux activités industrielles, commerciales, artisanales et de services et aux ICPE soumises à déclaration ou à autorisation) de la commune de Connantre ;
- impactée par les servitudes EL11 relatives aux voies express et aux déviations d'agglomération, par les servitudes T1 relatives aux chemins de fer et les servitudes T7 relatives à l'aéronautique ;
- en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, floristique et faunistique.

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact.

## Décide

### Article 1er : soumission à évaluation environnementale

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de création d'une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Connantre, présenté par la SAS CONCERTO DEVELOPPEMENT, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

### Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

### Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **28 OCT. 2021**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général**

  
Emile SOUMBO

#### Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le Préfet de la Marne (Direction départementale des territoires de la Marne – SEEPR/Cellule procédures environnementales – 40, boulevard Anatole France – 51037 Châlons-en-Champagne Cedex).

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Madame la Ministre de la transition écologique - 246, boulevard Saint Germain - 75700 PARIS.

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédure : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le recours contentieux doit être adressé au :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue de Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex